

*Le nombre d'immigrés a augmenté pratiquement partout ces dix dernières années. La réussite de leur intégration économique et sociale est un objectif clé de l'action publique. Les arrivées massives enregistrées en 2015-16 dans les pays de l'OCDE ont mis à rude épreuve les systèmes d'intégration. Dans un certain nombre de pays, l'augmentation soudaine et la diversité croissante des effectifs de nouveaux arrivants, parmi lesquels beaucoup sont peu qualifiés et en quête d'une protection internationale, fait qu'il a été difficile de répondre à leurs besoins. Dans le même temps, cette situation a été l'occasion de mettre à l'essai des solutions novatrices en matière d'intégration, en faisant participer un plus large éventail de parties prenantes. Dans l'intervalle, la nature et l'ampleur des flux migratoires sont susceptibles d'évoluer du fait d'une mobilité et d'une sélectivité croissantes ou de changements dans les pays d'origine. Les politiques d'intégration doivent tenir compte de ces évolutions.*

*Le présent document de synthèse sur les politiques migratoires examine les nouveaux défis de l'intégration et les mesures que prennent les pays à leur égard.*

## Comment élaborer des politiques d'intégration tournées vers l'avenir ?

### Intégration : un paysage en pleine mutation

Hormis quelques exceptions, la part des personnes nées à l'étranger dans la population a augmenté dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE ces dix dernières années. Si cette hausse a été inégale et inférieure à 2 points de pourcentage dans un certain nombre de pays, on compte de nouveaux pays d'origine et la part des cinq groupes les plus représentés dans la population immigrée totale a diminué dans 31 pays de l'OCDE sur 36, ce qui témoigne d'un ensemble plus diversifié de pays d'origine.

Récemment, les arrivées massives d'individus désavantagés dans différents domaines ont mis à rude épreuve les systèmes d'intégration dans bon nombre de pays de l'OCDE. Plus d'un certain nombre ont eu du mal à se doter des moyens nécessaires pour répondre aux besoins de cet afflux soudain de personnes présentant certaines lacunes, comme l'absence de qualifications formelles, le manque d'expérience professionnelle et la méconnaissance de la langue, ou des problèmes de santé.

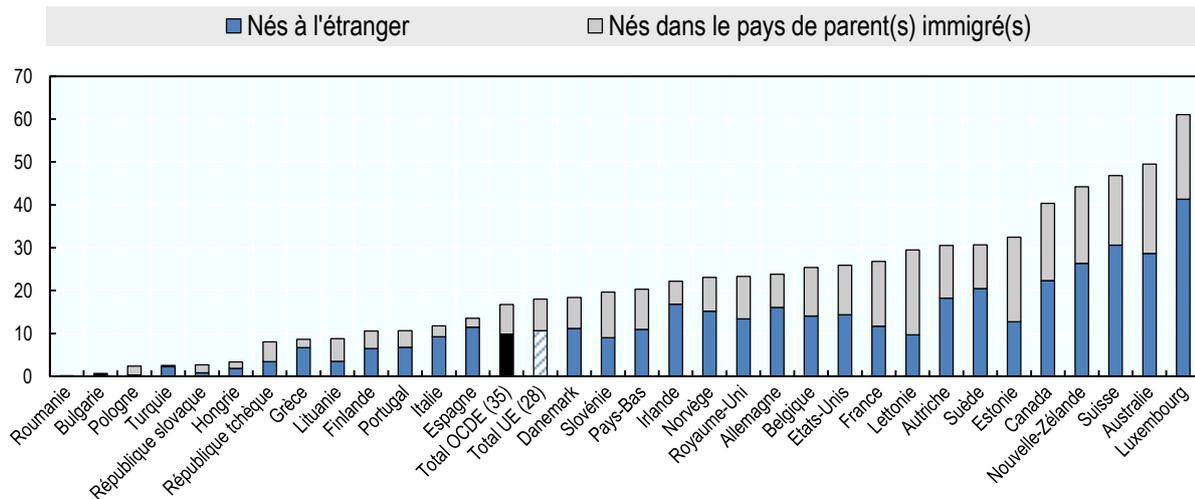
Dans le même temps, les tendances observées avant les événements de 2015-16 dans le domaine des migrations de travail se sont poursuivies. Les travailleurs immigrés bénéficient également d'un soutien pour réussir leur intégration à long terme.

Dans de nombreux pays, notamment en Europe, les descendants d'immigrés rencontrent aussi des difficultés certaines. Ces dernières proviennent souvent du milieu économique modeste de leurs parents immigrés, mais elles sont cependant différentes de celles que rencontrent les personnes nées et formées à l'étranger. Entre 2003 et 2018, la part des descendants d'immigrés dans la population âgée de 15 ans a augmenté dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de la Lettonie et de la République slovaque. Leur part a plus que doublé en Corée, en Pologne, au Japon, en Hongrie, en Finlande, en Italie, en Grèce, au Portugal, en Allemagne et en Autriche.

Des résultats d'enquêtes indiquent que l'intégration sociale suscite de vives préoccupations dans l'opinion publique, même parmi les répondants qui ne sont pas opposés à l'immigration en tant que telle. Par conséquent, les politiques d'intégration doivent de plus en plus veiller à la bonne intégration des immigrés dans la société au sens large, sans se cantonner aux domaines traditionnels d'intervention que sont l'éducation, la langue et le marché du travail.

Enfin, dans un contexte budgétaire tendu, et compte tenu des crispations de plus en plus fortes que suscite souvent l'immigration dans l'opinion, les décideurs doivent accorder une attention particulière à l'efficacité des programmes par rapport à leur coût.

**Graphique 1. Part des personnes nées à l'étranger et des descendants d'immigrés dans la population, vers 2017**



Source: OCDE et UE (2018).

### Tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies

**Les outils d'information et d'apprentissage en ligne sont de plus en plus répandus, mais ils comportent des risques**

Le recours aux TIC et aux nouvelles technologies dans l'éducation et la formation offre des possibilités considérables pour étendre la portée et améliorer la rentabilité économique des mesures d'intégration destinées aux nouveaux arrivants et à leurs enfants. Les avantages sont intéressants pour ce qui est de l'apprentissage linguistique et du développement d'autres compétences, y compris dans les zones éloignées et avant le départ. Il existe d'importantes économies d'échelle.

Les informations sont en outre plus facilement accessibles en ligne que sur les supports papiers traditionnels, même si le risque que des informations obsolètes restent en ligne persiste, sans qu'il soit possible de les identifier et les modifier. Ce problème peut toutefois être réglé si la date de la dernière mise à jour est indiquée, comme c'est le cas habituellement pour les supports papiers.

**La langue du pays d'accueil restera le pilier de l'intégration, mais son apprentissage doit s'adapter aux nouvelles technologies**

Dans les derniers cycles de l'Enquête sociale européenne, plus d'un répondant sur deux dans l'ensemble de l'UE a déclaré que « parler la langue du pays d'accueil » devrait être un critère fondamental de sélection des candidats à l'immigration – et seulement un sur trois a mentionné le niveau de qualifications ou

de compétences. Si les nouvelles technologies facilitent la communication entre des individus qui ne parlent pas la même langue, la maîtrise de la langue du pays d'accueil restera très probablement un marqueur important de l'intégration sociale, et par conséquent un pilier des politiques d'intégration. Dans le même temps, les outils d'apprentissage en ligne peuvent compléter – sans les remplacer toutefois – l'apprentissage en présentiel. Les outils d'apprentissage linguistique en ligne sont déjà déployés dans une majorité de pays de l'OCDE, même si la portée et l'ampleur de cette offre varie beaucoup. On ne sait pas aujourd'hui quels outils donnent les meilleurs résultats, ni dans quels contextes, mais il sera nécessaire d'approfondir notre connaissance des outils pour pouvoir les exploiter.

**Lever les incertitudes qui entourent les qualifications formelles des immigrés...**

La transférabilité limitée des compétences acquises à l'étranger est une difficulté du processus d'intégration professionnelle des immigrés. Pour environ deux tiers des immigrés, leur diplôme le plus élevé a été obtenu à l'étranger et, pour eux, la probabilité d'occuper un emploi exigeant des qualifications inférieures aux leurs est presque deux fois plus élevée que pour les personnes nées dans le pays. Ce déclassement est encore plus marqué chez les immigrés originaires de pays non membres de l'OCDE. Outre d'autres difficultés comme la discrimination et le manque de réseaux, ce phénomène est en partie lié aux doutes de l'employeur quant à la qualité des études suivies à l'étranger, à la méconnaissance de la langue du pays d'accueil et aux systèmes de qualification étrangers (présupposés) peu performants. Ce dernier point devient

d'autant plus pertinent que l'enseignement supérieur se développe rapidement dans les principaux pays d'origine.

Les pays peinent à mettre en place des procédures rapides et efficaces pour l'évaluation des diplômes étrangers, du fait, en partie, de la multitude des parties prenantes. L'organisme norvégien responsable de l'assurance de la qualité dans l'éducation, NOKUT, a trouvé le moyen d'éliminer ces obstacles en procédant à une « évaluation turbo » qui ne délivre pas de reconnaissance officielle mais examine plutôt en accéléré les compétences professionnelles d'un candidat pour tel ou tel emploi. Cet organisme a également participé à l'élaboration, avec le soutien du programme Erasmus+ de l'UE, d'un dispositif de reconnaissance des qualifications des réfugiés pour certains pays d'origine.

### **... et leurs compétences**

Au-delà de l'évaluation des compétences formelles des immigrés, se pose la question de l'évaluation de leurs compétences non-formelles. L'évolution rapide des compétences exigées par les nouveaux emplois l'évolution rapide des exigences en matière de compétences dans l'avenir du travail signifie qu'une telle évaluation gagnera de l'importance.

En 2015/16, l'afflux de nouveaux arrivants qui, souvent, ne pouvaient justifier de leurs qualifications ou n'avaient été que peu scolarisés antérieurement, mais qui possédaient une vaste expérience professionnelle, a entraîné un certain nombre de changements dans le domaine de l'évaluation des compétences, avec notamment la mise au point d'outils en ligne, comme l'outil appelé « My Skills » en Allemagne (Encadré 1). En Autriche, le service public de l'emploi a mis en place à Vienne un dispositif dédié à la vérification des compétences des réfugiés. L'UE a élaboré un outil de profilage des compétences, gratuit et multilingue, pour faciliter le recensement précoce des compétences des réfugiés et des autres immigrés.

### **Adapter les compétences des immigrés aux besoins du marché du travail**

Une fois les compétences des immigrés évaluées (et, le cas échéant, améliorées), un défi de taille consiste à mettre en rapport les employeurs à la recherche de compétences précises et les immigrés qui les possèdent. Cette étape est particulièrement difficile pour les immigrés, qui n'ont pas de réseau ni de capital social dans le pays d'accueil. Les plateformes en ligne peuvent considérablement faciliter cette mise en relation, mais elles doivent pour cela être conçues de manière à être accessibles tout en tenant compte des

difficultés particulières que rencontrent les immigrés et des besoins des employeurs et des prestataires de services (par exemple les services publics de l'emploi).

#### **Encadré 1. L'outil d'évaluation « My Skills » en Allemagne**

Pour évaluer les compétences informelles des réfugiés, le service public de l'emploi a mis au point des tests d'évaluation des compétences sur ordinateur (« MYSKILLS »). Pour déterminer quelles compétences peuvent être transférées dans le contexte professionnel pratique, les tests utilisent des vidéos montrant des individus en train d'effectuer des tâches ordinaires dans tel ou tel métier. Les candidats doivent ensuite indiquer les erreurs ou remettre les tâches dans le bon ordre. Élaborée en coopération avec des associations d'employeurs, l'évaluation prend environ quatre heures et se déroule sous la supervision d'un expert du service public de l'emploi. Des tests seront présentés pour 30 professions au total.

### **Prendre en compte des besoins hétérogènes**

#### **Doter tous les immigrés des compétences de base favorables à une intégration durable**

Si le niveau d'études des nouveaux arrivants augmente en moyenne, un nombre non négligeable d'immigrés, surtout ceux qui viennent de pays ravagés par des conflits interminables ou qui entrent au titre du regroupement familial, ne possèdent pas les compétences de base pour être opérationnels sur le marché du travail et dans la société du pays d'accueil. Doter tous les immigrés de ces compétences est crucial pour leur intégration économique et sociale durable. Dans certains cas, il sera nécessaire d'investir pendant plusieurs années dans la formation et l'éducation des nouveaux arrivants, qui toutefois portera ses fruits sur le long terme. Il est important de planifier ce processus en amont plutôt que de multiplier les stages et les formations ex post. Plusieurs pays de l'OCDE, en particulier les pays scandinaves, proposent des programmes de formation élémentaire sur 2-3 ans pour les nouveaux arrivants qui ont un faible bagage scolaire.

#### **Investir dans la formation continue**

Compte tenu de leur situation très vulnérable sur le marché du travail – en termes de niveau de qualification, d'utilisation des compétences et de qualité des emplois – et de la valorisation nécessaire de leurs compétences pour s'adapter à l'évolution de la nature du travail, les immigrés ont en général davantage besoin de se former que les personnes nées dans le pays. Toutefois, dans les 26 pays de l'OCDE

pour lesquels des données sont disponibles, les immigrés sont sous-représentés dans les programmes d'éducation et de formation pour adultes. Une première étape pour combler cet écart consiste à mieux informer et conseiller les immigrés concernant les possibilités de formation, mais aussi à mettre en place des programmes pour atteindre les immigrés en dehors du marché du travail. Proposer des offres à la portée de tous, par exemple à l'initiative d'autres immigrés ayant réussi socialement et professionnellement, serait une bonne idée. Les programmes de la deuxième chance jouent également un rôle important dans ce contexte, comme le dispositif « Ulpan » en Israël et le programme sur les possibilités d'emploi en Norvège.

#### ***Prendre en considération la dimension femmes-hommes***

De nombreux immigrés viennent de pays d'origine caractérisés par de fortes inégalités de genre, et l'écart entre les femmes immigrées et les femmes nées dans le pays en termes de qualifications et de résultats professionnels reste plus prononcé que l'écart entre les hommes immigrés et les hommes nés dans le pays, dans de nombreux pays de destination. Ceci sous-tend la manière dont les politiques d'intégration doivent tenir compte des besoins particuliers des femmes immigrées, qui se trouvent souvent dans une situation de fragilité mais qui ne sont généralement pas ciblées de façon appropriée par les programmes d'intégration ordinaires. Quelques pays, notamment l'Allemagne, le Canada et la Suède, ont mis en œuvre des stratégies spécialement axées sur les femmes dans leurs programmes d'intégration.

#### ***Promouvoir la mobilité ascendante intergénérationnelle***

Les enfants d'immigrés, en particulier ceux dont les parents sont peu instruits, sont confrontés à de multiples désavantages et méritent une attention particulière dans le cadre des mesures prises pour promouvoir la mobilité intergénérationnelle. L'intégration des parents immigrés est un processus essentiel, et les travaux de l'OCDE ont montré que la situation des mères a une influence particulièrement forte. S'agissant des enfants eux-mêmes, l'attention doit être portée non seulement aux politiques éducatives et aux politiques du marché du travail, mais aussi à la lutte contre la discrimination et à la promotion de la diversité. La France, par exemple, permet aux entreprises de se soumettre à un audit pour déterminer si elles appliquent ou non des pratiques équitables de recrutement et de promotion, et l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et la Suède ont testé les CV anonymes, comme moyen de

combattre la discrimination et favoriser la diversité dans le processus de recrutement.

#### ***Tenir compte des besoins particuliers des immigrés âgés***

La question de l'intégration des immigrés âgés est en train de gagner de l'importance, notamment en Europe, où la génération dite des « travailleurs invités » prend sa retraite. Les équipements sanitaires et sociaux ordinaires ne sont pas toujours facilement accessibles aux immigrés âgés, par exemple à cause de la barrière de la langue ou d'un manque de familiarité, et le problème de la pauvreté des seniors se pose souvent. Les Pays-Bas, par exemple, offrent un programme d'intervention dans lequel des professionnels de santé originaire de communauté ethnique font la liaison entre les immigrés âgés et les services sanitaires et sociaux de proximité.

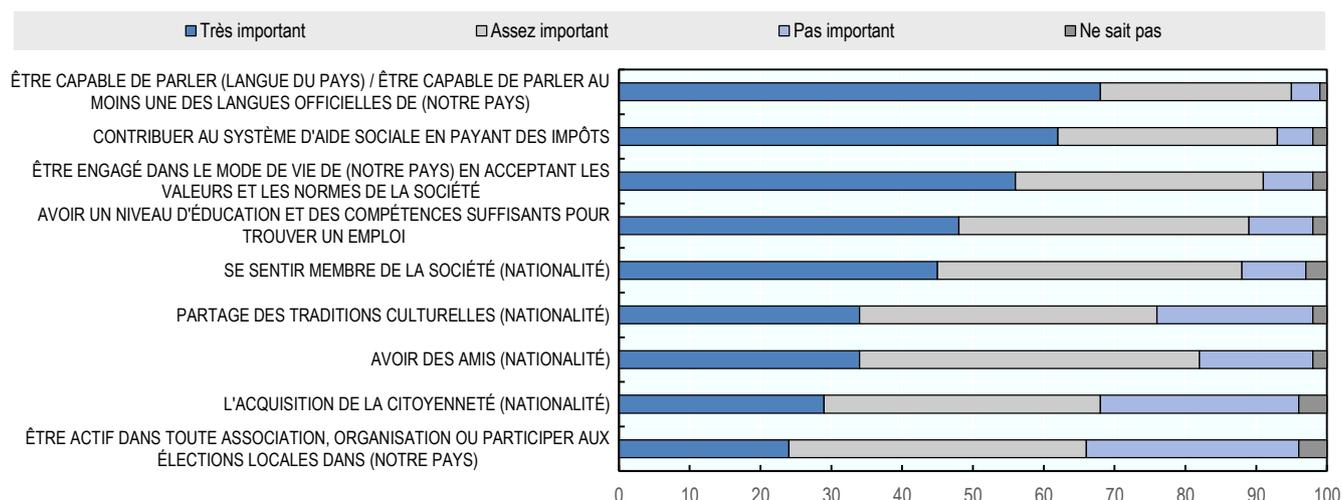
#### ***Lever les inquiétudes de la population***

Dans le passé, les politiques d'intégration se sont largement concentrées sur les domaines de l'éducation, de la langue et du marché du travail. Si, dans la plupart des pays, les résultats des immigrés restent inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays, des progrès considérables ont été accomplis dans ces domaines, comme en témoignent les derniers indicateurs OCDE-UE de l'intégration des immigrés. Dans le même temps, les inquiétudes se multiplient quant à l'intégration sociale des immigrés et à la cohésion sociale, c'est-à-dire l'acceptation par les immigrés du « mode de vie » du pays de destination et leur adaptation aux sociétés qui les accueillent.

#### ***L'intégration sociale doit s'appuyer sur la participation des nouvelles parties prenantes***

Favoriser l'intégration sociale des immigrés au-delà des domaines « traditionnels » que sont l'éducation, la langue et le marché du travail exige aussi de mettre en place des partenariats nouveaux et novateurs avec les acteurs du pays d'accueil. Cela peut prendre différentes formes, des brigades de pompiers volontaires aux associations sportives et culturelles. Par exemple, les clubs de football jouent souvent un rôle prépondérant, surtout en Europe, ou encore les musées qui peuvent transmettre l'histoire et les valeurs du pays d'accueil. Le Canada, par exemple, donne actuellement aux nouveaux arrivants des tickets d'entrée pour les musées et leur propose des visites guidées spéciales. En Suède, l'initiative Hej Främling fait le lien entre les nouveaux arrivants et la population locale grâce à l'organisation d'activités comme des chorales, des courses à pied, des randonnées en montagne et du ski.

## Graphique 2. Quelle est l'importance de chacun des éléments suivants pour la réussite de l'intégration des immigrés dans votre pays ?



Source : Eurobaromètre 2017

### Optimiser les dépenses grâce à de nouveaux partenariats et de nouvelles mesures incitatives

La nécessité d'investir plus dans l'intégration a conduit à la mise en place de programmes de financement novateurs, à la fois parce qu'ils incitent davantage les prestataires de services à rechercher une certaine efficacité économique et parce qu'ils encouragent la participation du secteur privé. Le système d'impact social en Finlande est un bon exemple (Encadré 2).

#### Encadré 2. Le contrat finlandais d'impact social

En septembre 2016, la Finlande a lancé un projet pilote permettant de concilier avec souplesse études et travail, par le biais de modules de formation pouvant être entrecoupés de périodes d'emploi de manière flexible. Le projet pilote est financé par un contrat d'impact social : des entreprises ont été invitées à investir dans un fond privé servant à financer les activités d'intégration du projet. Les entreprises bénéficient d'un retour sur leur investissement si le coût est inférieur à celui d'un groupe comparable qui ne participe pas aux activités et si les objectifs d'emploi sont atteints. En outre, l'administrateur du projet reçoit également une prime.

Pour déterminer l'efficacité des mesures (par rapport à leur coût), il convient d'élargir les évaluations. En effet, s'il existe de multiples projets novateurs d'intégration dans l'ensemble de l'OCDE, les évaluations ne sont pas toujours réalisées en bonne et due forme, et trop souvent menées a posteriori au lieu d'être intégrées dès la conception. L'évaluation est une condition préalable pour recenser les projets

rentables et donc les investissements intéressants. Le fait de disposer de nouvelles séries de données longitudinales corrélées augmente considérablement les possibilités de distinguer les bonnes mesures des mauvaises. La plupart des évaluations passées des politiques d'intégration viennent des pays scandinaves – qui disposent depuis longtemps de registres de données globales corrélées. D'autres pays, comme la Belgique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, l'Allemagne et le Canada, sont en train de leur emboîter le pas.

#### Des stratégies de communication efficaces

La façon dont l'opinion publique perçoit les résultats concrets des immigrés pourrait bien être très éloignée de la réalité. Les politiques futures d'intégration doivent inclure une dimension de communication, en encourageant l'adoption d'une approche équilibrée et factuelle tout en reconnaissant et en prenant en considération à la fois les enjeux et les opportunités que l'immigration peut créer dans le pays d'accueil. Les nouveaux médias, qui sont à même d'atteindre les groupes non visés par les médias traditionnels, offrent de nouvelles possibilités. Mais d'autres problèmes se posent, tels que les fausses informations et la propagation de stéréotypes négatifs. Parmi les initiatives qui se multiplient à un rythme effréné pour tirer parti des nouvelles technologies figure le mot-dèse #SpreadNoHate de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, qui est destiné aux médias nouveaux comme traditionnels. L'OCDE a également créé un site web proposant des pratiques novatrices de communication sur l'intégration, [www.oecd.org/migration/netcom/](http://www.oecd.org/migration/netcom/), grâce à un

nouveau réseau (NETCOM) qui rassemble des experts de la communication et des migrations.

### Faire face à des flux plus instables

#### **Anticiper les besoins d'intégration exige de disposer d'informations sur les arrivées**

De nouveaux outils sont en outre nécessaires pour la planification prévisionnelle. Pour ce faire, différents acteurs gouvernementaux doivent coopérer étroitement, sur les plans à la fois horizontal et vertical, étant donné que les informations sur les chiffres réels et prévus des arrivées doivent être diffusés aux services d'intégration en aval. La planification prévisionnelle est particulièrement importante puisque, d'après les données disponibles, les interventions précoces donnent les meilleurs résultats. Il en est de même de l'analyse prospective pour s'assurer que des places sont immédiatement disponibles et que les listes d'attente sont limitées. La planification préalable signifie également qu'il faut intégrer dans le système un dispositif d'intervention en cas de situations imprévues.

Les pays qui appliquent des plans pluriannuels ou des limites quantitatives, comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou les États-Unis, sont les mieux placés à cet égard, mais les migrations non maîtrisées, notamment en ce qui concerne l'asile, posent problème partout. En Suisse et en Suède, par exemple, la planification des politiques publiques s'appuie sur des modèles élaborés mis au point pour prédire l'arrivée des demandeurs d'asile.

#### **Fournir une aide préalable à l'arrivée**

Compte tenu du rôle crucial des interventions précoces, les pays recherchent de plus en plus les moyens d'apporter une aide à l'intégration avant l'installation proprement dite. Il est à cet égard important d'offrir aux immigrants potentiels des services préalables à leur départ. Le Canada (Encadré 3) et l'Australie ont été les premiers pays à proposer un tel dispositif, mais un nombre grandissant d'autres pays de l'OCDE sont en train d'élaborer des mesures analogues, notamment dans l'UE pour les réfugiés réinstallés originaires du Moyen-Orient.

#### **Encadré 3. Canada : des services préalables au départ proposés aux immigrants potentiels**

Le Canada propose des services préalables au départ depuis 1998. Cette offre varie de par son ampleur et sa portée, mais elle comprend en général des sessions d'information et d'orientation, ainsi qu'une évaluation des besoins. Sur la base de

ces évaluations, les futurs immigrants peuvent alors être dirigés vers les services appropriés dès leur arrivée au Canada, pour favoriser une intégration rapide. Les modifications récemment apportées au programme ont renforcé les liens avec les acteurs locaux et les services de l'emploi et autres au Canada, surtout pour les immigrants qui souhaitent exercer une profession réglementée et doivent par conséquent obtenir après leur arrivée une autorisation d'exercice auprès des autorités canadiennes.

#### **La société civile vient de plus en plus en renfort des services publics**

Associer davantage de parties prenantes, par exemple des acteurs de la société civile, au processus d'intégration est essentiel pour étoffer l'offre nationale de services de base. Traditionnellement, la société civile intervient là où l'action publique est soit insuffisante soit impossible à renforcer à brefs délais. En Allemagne, d'après les enquêtes, pas moins de 13 % de la population s'est engagée auprès des demandeurs d'asile et des réfugiés au moment de l'afflux enregistré en 2015/16. Les modèles d'intégration qui reposent davantage sur l'action gouvernementale, comme dans les pays nordiques, ont également vu se développer de nouvelles initiatives lancées par des acteurs non gouvernementaux. En parallèle, dans les pays où les acteurs non gouvernementaux occupaient une position dominante dans le passé, comme dans les pays d'installation, le secteur public est également de plus en plus actif. Cette évolution a entraîné une certaine convergence des modèles d'intégration dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Ces expériences pourraient également s'appliquer à l'intégration des immigrants admis pour des raisons non humanitaires.

#### **Les approches décentralisées étant de plus en plus répandues, une meilleure coordination s'impose**

Les collectivités locales, y compris les associations d'immigrants, participent de plus en plus à la prestation de services d'intégration, et des pays comme le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse confient une grande partie de cette mission aux acteurs de proximité. Cette décentralisation croissante pose d'importants enjeux de coordination.

#### **Encadré 4. L'approche coordonnée de l'intégration locale des réfugiés au Portugal**

En 2015, les autorités portugaises ont élaboré un nouveau système d'intégration pour les réfugiés qui arrivent sur le territoire par le biais de programmes de l'UE. La coordination au niveau national repose sur un groupe de travail interministériel composé de représentants du Haut-Commissariat pour les migrations, des ministères des Affaires étrangères, de la Santé et de l'Éducation, des services de garde-frontières, de l'Institut de la sécurité sociale et de l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle. Le plan d'intégration se fonde sur une approche locale de l'intégration. Chaque réfugié ou membre de la famille d'un réfugié, est mis en rapport avec une structure d'accueil responsable de l'intégration des réfugiés dans les cinq domaines suivants : logement, santé, formation linguistique, éducation et emploi. Ces structures d'accueil sont essentiellement des municipalités, des paroisses, des fondations et des ONG. Le Haut-Commissariat pour les migrations assure le suivi des structures d'accueil et facilite l'échange de bonnes pratiques entre toutes les parties prenantes.

#### ***Instaurer des normes minimales et veiller à leur harmonisation***

Avec l'augmentation du nombre d'acteurs intervenant au niveau local dans la mise en œuvre des politiques d'immigration et d'intégration se pose la question de l'harmonisation des normes à l'échelle du pays d'accueil. Le gouvernement national doit mettre en place un système de suivi courant les niveaux inférieurs de l'administration et les autres parties prenantes, en fixant des normes minimales et en observant dans quelle mesure ils s'y conforment. La Suisse est un bon exemple de pays décentralisé ayant récemment instauré des normes minimales ; le gouvernement fédéral est parvenu à un accord contraignant avec les régions sur les objectifs stratégiques à atteindre dans huit domaines de la politique d'intégration.

#### ***Évaluer les interventions menées dans le cadre de projets et intégrer les plus efficaces dans les politiques publiques***

Les projets à petite échelle élaborés par les autorités locales ou la société civile peuvent être utiles non seulement pour le public local concerné, mais aussi pour mettre en évidence les actions efficaces.

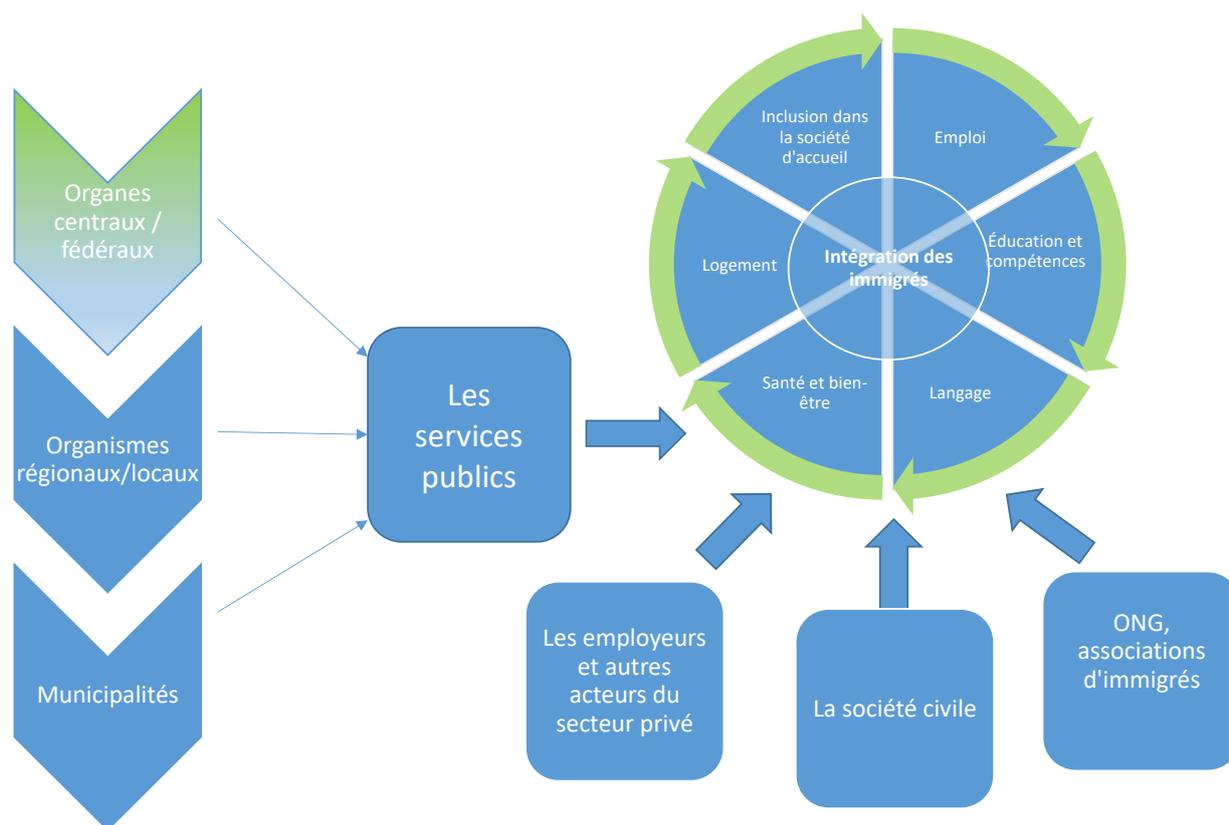
Toutefois, pour tirer parti de ces projets, ceux-ci doivent être conçus et évalués avec soin. Le gouvernement central devrait par conséquent considérer comme un investissement le fait de renforcer les capacités de conception et d'évaluation des programmes, capacités que différents acteurs peuvent mobiliser. Les projets évalués comme satisfaisants pourraient ensuite être transposés à grande échelle le cas échéant, ou bien les aspects des projets jugés performants intégrés dans des programmes ordinaires.

#### ***Mettre sur pied des structures de financement plus efficaces et plus viables***

Bon nombre de gouvernements centraux dans la zone OCDE octroient des fonds aux pouvoirs locaux pour les programmes d'intégration. Ce financement prend en général la forme d'une somme forfaitaire par immigré, quel que soit le profil individuel. Pourtant, les perspectives d'intégration ne sont pas les mêmes pour tous. Les transferts du gouvernement central pourraient se fonder sur le coût anticipé de l'intégration, en fonction des caractéristiques de la population immigrée et la situation locale du marché du travail, comme l'ont expérimenté quelques pays, dont le Danemark.

Enfin, élaborer des politiques d'intégration tournées vers l'avenir, dans un contexte de forte diversité, suppose d'adopter des approches à la fois générales et ciblées pour accompagner les immigrés tout au long du processus – depuis la phase préalable au départ et la formation continue jusqu'à la pleine intégration dans la société des immigrés et de leurs enfants nés dans le pays d'accueil. Pour ce faire, de multiples parties prenantes doivent coopérer et coordonner leurs actions, à la fois au sein des niveaux d'administration et entre eux. En outre, l'adoption d'une approche familiale globale de l'intégration s'impose, une attention spéciale devant être portée aux mères immigrées qui ont trop souvent été les grandes oubliées des politiques d'intégration passées.

**Graphique 3. Une approche de l'intégration à l'échelle de l'ensemble de la société**



### Bibliographie

OCDE, Série *Les migrants et l'emploi*, <https://www.oecd.org/fr/els/serielesmigrantsetlemploi.htm>, Italie, Autriche, Norvège, Suisse, Belgique, France, Pays-Bas, Portugal, Australie, Danemark, Allemagne et Suède.

OCDE/UE (2018), *Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrants*, Éditions OCDE, Paris/UE, Bruxelles, <https://doi.org/10.1787/9789264309234-fr>.

OCDE (2018), *Working Together: Skills and Labour Market Integration of Immigrants and their Children in Finland*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264305250-en>.

OCDE (2016), *Working Together: Skills and Labour Market Integration of Immigrants and their Children in Sweden*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264257382-en>.

OCDE (2014), « Comment mettre à profit les compétences des immigrants ? », *Débats sur les politiques migratoires*, n° 3, <https://www.oecd.org/fr/els/mig/debats-politiques-migratoires-3.pdf>.

### Contacts

Jean-Christophe Dumont  
Division des migrations internationales, OCDE  
Courriel: [jean-christophe.dumont@oecd.org](mailto:jean-christophe.dumont@oecd.org)  
Tel: +33 1 45 24 92 43

Thomas Liebig  
Division des migrations internationales, OCDE  
Courriel: [thomas.liebig@oecd.org](mailto:thomas.liebig@oecd.org)  
Tel: +33 1 45 24 90 68

Jonathan Chaloff  
Division des migrations internationales, OCDE  
Courriel: [jonathan.chaloff@oecd.org](mailto:jonathan.chaloff@oecd.org)  
Tel: +33 1 45 24 18 49

### Liens utiles:

[www.oecd.org/migration](http://www.oecd.org/migration)  
<http://www.oecd.org/migration/ministerial/>

*Cette brochure est publiée sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues des gouvernements des pays membres de l'OCDE.*